

Pascale BOISTARD

Merci beaucoup. Merci pour votre accueil, c'est vrai qu'il y a un an, jour pour jour, j'étais nommée Secrétaire d'Etat aux Droits des femmes auprès de **Marisol Touraine** qui va être à nos côtés en fin d'après-midi, pour clôturer vos travaux.

Permettez-moi d'abord quelques petits mots peut-être personnels et aussi de combat. Saluer évidemment **Danielle Bousquet** avec qui nous avons eu des aventures internationales régulièrement, **Catherine Coutelle**, précieuse Présidente de la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée Nationale. Evidemment, **Maud Olivier** qui travaille d'arrache-pied pour que cette proposition de loi de « lutte contre le système prostitutionnel » puisse aboutir. Evidemment, **Rosen Hicher** aux côtés de laquelle je me trouvais, dans la dernière étape de sa marche, et qui est aussi très présente pour soutenir un débat extrêmement important dans notre pays. **Geneviève Couraud** – nous nous connaissons depuis très longtemps -, qui est aussi une aide précieuse pour moi au quotidien. Et puis je tenais aussi à saluer l'ensemble des intervenant-e-s qui ont participé à ces tables rondes sur la laïcité parce que c'est un sujet primordial par les temps qui courent, parce qu'il l'a toujours été, mais qu'il prend en ce moment toute son ampleur. Donc, merci à l'Assemblée des Femmes d'avoir organisé ce débat qui n'est pas simple, un débat extrêmement difficile à aborder par les temps qui courent et qui nécessite justement des réflexions et des échanges intelligents, qui sortent des passions et restent très sécurés, tout en disant les choses clairement. Donc, merci à tou.te.s les bénévoles parce que je sais que c'est un travail énorme que vous effectuez pour que l'on puisse se retrouver à La Rochelle dans les meilleures conditions.

Un mot sur la prostitution puisque je viens d'être interpellée, et puis j'aborderai le sujet de la laïcité, car il me tient à cœur. Encore merci, **Maud Olivier**, merci pour ton engagement. Oui, nous avons mis un coup de booster cette année, parce que c'est vrai qu'il était difficile, du fait d'un calendrier parlementaire très chargé, mais aussi de l'abondance des sujets qui doivent être débattus, de trouver cette fameuse date pour relancer ce débat parlementaire qui allait atteindre, lui aussi, bientôt son premier anniversaire. Donc, nous avons évité le gâteau d'anniversaire qui aurait eu un goût amer pour pouvoir justement arriver au Sénat. C'est un sujet qui explose les clivages politiques, il faut le dire, que ce soit dans les « contre » comme dans les « pour ». Et nous avons eu quelques passes d'armes assez saignantes, au Sénat, pas que dans l'hémicycle, mais aussi avant d'arriver dans l'hémicycle. J'ai assumé les engagements pris auprès de vous, car j'avais avec moi une force qui me poussait dans des moments où parfois il est difficile, auprès de gens que nous connaissons bien, d'avoir des échanges qui peuvent être tumultueux. Mais nous tenons et nous avançons.

Ensuite, après la déception du débat au Sénat, nous avons eu très rapidement à l'Assemblée Nationale un débat qui a été très serein, très respectueux. Et nous avons pu ensemble rétablir l'équilibre de ce texte. Donc, je peux vous dire, puisque ça a été annoncé en conseil des ministres, que, normalement, à l'automne prochain, nous

irons au Sénat. Mais avant le Sénat, nous avons engagé un travail avec le ministère de la Justice pour travailler à comment protéger aussi les personnes qui sont dans la prostitution et qui souhaitent en sortir. Donc, nous avons déjà commencé ce travail parlementaire et évidemment ces textes pourront être associés avant le passage au Sénat, pour que nous trouvions une solution à l'avancée de ce texte. Encore une nouvelle avancée. Nous avons un but qui est plus facile, plus normal, on va dire. Dans tous les cas, je reste vigilante sur la question. Je sais que les parlementaires ici présentes le sont aussi.

Vous dire, parce que je ne viens pas directement de Paris, qu'il y a en ce moment des artistes qui s'engagent sur cette question. Et je tiens vraiment à saluer **Nabil Ayouch** - j'étais à ses côtés hier, et avec l'ensemble des actrices qui participent au film, *Much Love*. Réservez vraiment un accueil chaleureux et engagé à ce film qui va sortir en salle le 16 septembre prochain et parle de la prostitution au Maroc. C'est un film que j'ai découvert hier, au festival francophone du film d'Angoulême ; c'est une pierre supplémentaire au niveau international, apportée à la réalité de la prostitution. Je parlerai tout à l'heure des différents types de prostitutions qui touchent aussi les enfants. Tout cela est évoqué avec subtilité, respect, c'est, en tous les cas, une vérité crue, violente, qui continue aussi à alimenter notre débat ici en France. Donc, un salut particulier à **Nabil Ayouch** et à l'ensemble des actrices qui participent au film, parce qu'ils ont levé un tabou qui, dans ce pays, est compliqué à assumer.

Aujourd'hui, effectivement, partout dans le monde, sur ce sujet comme sur d'autres, les femmes sont les premières victimes, les variables d'ajustement d'un monde patriarcal. Et si les Etats membres de l'ONU ont bien adhéré à la Déclaration Universelle des droits de l'homme, qui reconnaît dans son préambule l'égalité entre les femmes et les hommes, ils sont encore trop peu nombreux à avoir inscrit dans leur constitution cette même égalité. Nous devons assister aujourd'hui, au niveau international, au nom de la religion, à la mise en place inégale et à marches forcées de la légalisation de l'esclavage sexuel des filles, auxquelles on interdit l'accès à l'école, la liberté de conscience. Je pense à Daesh évidemment, mais aussi à Boko Haram. Je sais qu'il y a parmi vous des femmes venues de loin pour participer au débat et je tiens à les saluer.

Sous nos latitudes, rien de tel, mais des tentatives, plus ou moins grossières que nous pouvons repérer, de faire reculer le droit fondamental de liberté de conscience en opposant, avec l'espoir d'affrontements, au principe de laïcité sur lequel se fonde notre République. Et je pense que l'histoire aussi doit être rappelée à chaque fois que nous avons ces débats. Le droit de croire, le droit de pratiquer, le droit de ne pas croire, le droit de ne pas pratiquer. Et à travers votre Université, j'aimerais d'abord rendre hommage à toutes les femmes qui se battent pour avoir simplement le droit d'exister et de participer à la vie collective, politique, associative, militante ou tout simplement quotidienne. Rendre hommage à toutes celles et tous ceux qui, dans nos démocraties, patiemment et quels qu'en soient les modes d'expression, mènent des combats pour l'égalité au quotidien. Car les droits des

femmes, même s'ils améliorent globalement les conditions, souffrent encore de trop d'injustices, trop de violence, trop de négations. Partout dans le monde, à des degrés divers, les droits des femmes sont malmenés, tant en termes d'égalité réelle qu'en termes d'éradication de toutes les formes de violence.

Voilà la réalité du monde telle qu'elle est et cette réalité doit changer. Elle doit changer malgré les soubresauts des législations qu'elle provoque. Pour ma part, je pense que le féminisme au 21^e siècle est un combat toujours d'avant-garde. Et je voudrais donc vous remercier pour cette nouvelle invitation à votre Assemblée parce que, comme je le disais, il y a tout juste un an jour pour jour, je prenais mes fonctions. J'ai senti d'emblée une attente importante qu'il ne fallait pas décevoir et je peux vous dire que je prends cette mission très à cœur. J'ai suffisamment de détermination pour porter les sujets qui sont les nôtres, qui sont les vôtres, auprès de mes collègues du gouvernement. Et même si tout cela est rarement un fleuve tranquille, cela ne me décourage pas, bien au contraire, cela me stimule et me fait dire que oui, il est encore des causes à faire avancer et des victoires à accrocher.

Car nous relevons de multiples défis au quotidien, l'air de rien, et ces défis, nous les relevons ensemble. Gouvernement, militantes associatives ou encore politiques, citoyennes engagées, je pense par exemple au collectif des Georgette Sand ; attachées au dialogue, à l'action, vous savez faire entendre vos voix et taper du poing sur la table. Vous avez raison de le faire, mais je veux vous dire une chose, il est important que nous travaillions ensemble et j'essaie justement de faire en sorte que ces avancées puissent se faire dans un travail en commun. Parce que si nous ne nous soudons pas, vous le savez, les forces contraires à cette marche vers l'égalité, des remises en cause toutes simples de nos acquis, s'élèveront, or nous sommes dans un moment, même dans notre pays, extrêmement dangereux.

Nous avons un défi qui est celui de faire reculer les conservatismes, de faire progresser les droits des femmes qu'ils soient professionnels, individuels, collectifs pour l'ensemble de la société. Et quand on sent toutes les forces qui poussent dans leurs formes les plus extrêmes, qu'elles soient religieuses ou politiques, quand on sait toutes les résistances qui se créent au changement, au progrès, à la vérité, on voit bien l'urgence. L'urgence, c'est celle d'une nouvelle exigence républicaine et cela passe par la remise au centre de nos valeurs fondatrices que sont les notions d'égalité, de fraternité et de laïcité. C'est cette dernière, la laïcité, que nous devons réaffirmer parce qu'elle est au cœur de ce qui nous unit dans nos différences. Elle est même notre garante. La laïcité, ce n'est pas comme certains essaient de nous le faire croire un dogme strict ou une notion à géométrie variable. La laïcité, c'est la liberté avant tout et c'est à chacune et à chacun de croire ou de ne pas croire, c'est la garantie d'une liberté de conscience, d'une liberté de culte en vue de permettre à chaque individu de trouver sa place dans notre société.

Cette liberté, il faut le rappeler, nous la tenons de la Révolution française. C'est dire que ses fondements sont à la fois vieux et récents, fragiles, mais aussi puissants. Nous devons, femmes et hommes, en avoir pleinement conscience et en assurer la

transmission sans prosélytisme, mais avec conviction et détermination. Nous sommes, la France, un pays bien particulier. L'histoire de notre nation, depuis la Révolution, s'est inexorablement appuyée et construite sur cette exigence entre liberté, égalité, fraternité et laïcité. Et cette laïcité est d'ailleurs spécifique à la tradition française, il a fallu se battre pied et à pied pour qu'enfin, dans un souci de vivre ensemble et de libertés partagées, le politique et le religieux ne soient plus entremêlés. Il faut se souvenir qu'à la Révolution on a combattu notamment pour protéger les citoyens et les citoyennes du pouvoir sur leur conscience et leur existence qu'avait l'église. La République, à travers la laïcité, assure au contraire la liberté de conscience et garantit le libre exercice des cultes. C'est un enjeu majeur de liberté et donc de démocratie. La loi de 1905 qui a instauré la séparation entre l'église et l'Etat est le fruit de la Révolution française et son aboutissement pour que chaque citoyenne, chaque citoyen, quels que soient son âge, son opinion, son sexe, ses croyances, soient libres dans le débat démocratique et politique. C'est un point non négociable.

Or, que constate-t-on 110 ans après ? Le retour d'une manière plus ou moins frontale, plus ou moins dissimulée, des questions de religion dans l'espace public et politique. Nous ne pouvons l'admettre, nous ne pouvons l'accepter parce que ce n'est pas leur place. Leur place est bien dans la sphère de l'intime et du privé. Quand je parle de religion, je n'en stigmatise aucune en particulier, que les choses soient bien claires. Je considère les trois religions monothéistes avec le même regard, celui d'une femme citoyenne, militante et politique. C'est ma liberté, c'est la liberté de chacune et de chacun d'entre nous. Les croyances ont un point commun, la place qu'elles donnent ou ne donnent pas aux femmes. La laïcité va à l'inverse, voilà pourquoi le féminisme est laïc. Il n'est pas contre, mais pour le droit de chacune de choisir ce que veut dire être femme. Et tous les combats menés, toutes les avancées fondamentales obtenues en faveur de l'égalité réelle plus effective, ont, pour une grande partie, été conquis contre un dogme, une domination. Droit de vote, droit de disposer de son corps, de travailler, d'adopter, d'être considérée comme une adulte et non infantilisée, Pacs, mariage pour tous. La liste est longue et il faut le répéter encore et encore aux plus jeunes, aux femmes, aux hommes aussi et aux politiques surtout. L'égalité réelle entre les hommes et les femmes est une opportunité pour notre pays. Partout dans le monde, des femmes se battent au quotidien pour avoir ne serait-ce que le droit d'exister. Alors, ne pensons pas que, parce que nous sommes dans une démocratie et une République qui garantissent ces libertés fondamentales, plus rien n'est à défendre. Encore une fois, nous devons transmettre aux plus jeunes, nous devons rester vigilantes parce que d'autres formes de dictats s'y ajoutent, véhiculés par certaines publicités, certains articles de journaux et sont pour les femmes de nouvelles injonctions à respecter.

C'est pourquoi je fais partie d'un gouvernement qui souhaite travailler et continuer à travailler avec vous sur ces questions de manière transversale dans un but d'épanouissement des femmes et des hommes, en bonne intelligence, dans les valeurs républicaines qui sont le socle de notre vivre ensemble et la garantie d'une

égalité réelle. Ici, je ne vois que des hommes et beaucoup de femmes qui sont des femmes et des hommes debout. Eh bien, nous devons rester debout, ancrés dans nos valeurs, ancrés dans nos combats, pour faire face à l'adversité. Je vous remercie.
(Applaudissements)